



Rapport de fin de mission

Luanda, le 20 juillet 1993

Copie à Addis Abeba

4 ans d'Angola :

la méfiance - l'espoir - la joie - le désespoir

05/r ✓

an	BJO	FM	HOE	SRS	EB		(a/a)
Datum	29/7				2/8		
Visa	01						R4
EDA							
Ref.	<u>a. 721.81</u>						

Dissemblable de la majorité des ex-colonies européennes dans la région sub-saharienne qui accédèrent à leur indépendance vers la fin des années 50 - début 60, l'Angola est devenu un pays indépendant seulement en 1975. La longue durée de la présence coloniale portugaise en Angola (env. 500 ans) a laissé des traces qui continuent à étouffer le développement du pays.

Le territoire, qui est grand deux fois et demi comme la France, est riche, très riche en ressources naturelles et pas très peuplé (env. 10 Mio d'habitants). Mais la richesse de son sol semble lui avoir amené surtout du malheur.

Des derniers cinq siècles, ressortent à l'évidence trois cycles majeurs qui ont eu des conséquences très funestes pour la population :

Le 1er : l'esclavage, l'exportation de "matière humaine" surtout vers le Brésil

Le 2ème : le café, exportation vers le Portugal

Le 3ème : le pétrole, exportation vers les EUA.

Aucun de ces cycles n'a profité à la population autochtone de l'Angola, au contraire : le premier ne nécessite pas d'explications, le deuxième a exacerbé la pression et exploitation coloniale du Portugal et le dernier a transformé l'Angola en un champ de bataille où les EUA et l'URSS d'alors se sont affrontés par personnes interposées.

1989 ... La méfiance

Quand je suis arrivé à Luanda début 1989, on n'osait pas parler ouvertement de l'UNITA ou de Savimbi. Mais les accords de New York (1988) qui avaient conduit à l'indépendance de la Namibie, au départ des troupes cubaines et à la non-ingérence de la part des sud-africains, ont créé en Angola les prémices d'un accord de paix.

./.





1990 ...

L'espoir

Après le prévisible échec de médiation de Mobutu à Gbadolite, au Portugal sous la direction du pays-hôte et la supervision des Etats-Unis et de l'URSS, les frères ennemis ont entamé des pourparlers de paix qui en

1991 ...

La joie

ont conduit aux accords de Bicesse, lesquels ont interrompu plus de 16 ans de guerre fratricide qui avaient amené le pays au bord de la banqueroute et fait plus de 500'000 morts.

Les accords de Bicesse devaient préparer le terrain en vue d'élections libres et justes et ouvrir la voie à un gouvernement démocratique.

1992 ...

Le désespoir

Les élections de fin septembre 92, gagnées par le parti au pouvoir MPLA devant l'UNITA aux législatives, laissèrent la porte ouverte à un second tour pour les présidentielles entre le candidat du MPLA José Eduardo dos Santos et le chef de l'UNITA Jonas Savimbi.

L'UNITA ne joua pas le jeu, contesta les résultats des législatives et des présidentielles, bien que l'ONU les eussent déclarées libres et justes dans l'ensemble.

Savimbi se retira dans son fief de Huambo et plongea le pays dans une nouvelle guerre civile, bien plus meurtrière encore que la première et qui anéantit surtout tout espoir de démocratie pour le proche et moyen avenir en Angola.

Bicesse, un échec ?

Les accords de Bicesse ont été entachés d'un péché originel : la non-application de la clause selon laquelle les deux armées ennemies devaient être démantelées en vue de la formation d'une armée unique avant les votations. On est arrivé au jour des élections avec non moins de quatre armées plus ou moins opérationnelles.

Mais bien sûr il n'y a pas eu que cette faille; il faut comprendre que les deux frères ennemis sont arrivés aux votations avec un passé bien différent.



Le MPLA, mouvement marxiste, parti unique qui avait pris le pouvoir en 1975, avait déjà initié en 1980 d'une manière très timide des réformes qui essayèrent de tenir compte d'une large partie de la population.

Ces réformes qui, il faut le dire, sont restées sur le papier dans leur grande majorité, ont été surtout accélérées par le vent de démocratie qui commençait à souffler sur le continent africain, cela principalement dû à la crise en Europe de l'Est. Il y avait donc chez le MPLA un embryon de volonté démocratique avant de se mettre à la table de négociations avec les hommes de Savimbi.

L'UNITA, au contraire, approcha Bicesse comme un moyen pour arriver au pouvoir. Elle considéra la conclusion positive des accords comme une victoire de guerre et vainqueur d'une lutte politique qui n'avait même pas encore commencé.

On sait maintenant qu'elle n'avait pas démobilisé et qu'elle tenait son armée en réserve probablement pour assumer le rôle d'armée nationale après la victoire électorale espérée.

La Communauté Internationale

La participation de la communauté internationale au processus de paix, aussi importante qu'elle puisse l'être, ne pouvait et ne peut pas se substituer à la volonté et à la bonne foi des protagonistes, qui doivent être vraiment prêts à respecter les engagements pris.

En Angola, elle a trop souvent - donc l'ONU à travers l'UNAVEM et les pays observateurs (USA-Russie-Portugal) - été trop indulgente vis-à-vis des violations des accords, dans le but d'arriver à tout prix aux votations.

Le rôle de l'ONU

L'Angola est un cas typique de l'après "mur de Berlin" en vertu duquel l'ONU s'est trouvée plusieurs fois appelée à assumer la tâche de résoudre des situations de crise pour lesquelles elle n'était pas préparée, non seulement par manque de fonds, mais aussi par manque d'instruments institutionnels et de principes juridiques, reconnus par les Etats, auxquels elle voulait inspirer les propres choix et les propres interventions.

L'insuffisance de l'ONU à assumer les tâches qui tout-à-coup lui étaient confiées par une société internationale sur le balant entre les rêves utopiques d'un nouvel ordre et la réalité d'un nouveau désordre mondial, est apparue d'une manière éclatante en Angola.



Son mandat ne fut pas clairement défini, mais avant tout - comme l'assistante spéciale du Secrétaire général Mme Anstee s'en vantait au début de sa mission - "en Angola, la mission de paix de l'ONU est de loin la meilleur marché".

Tellement bon marché qu'elle ne fut pas en mesure d'administrer l'après-élections, et même actuellement, elle est incapable de monter une action d'aide humanitaire aux personnes dans le besoin. Mieux vaut ne pas soulever le rôle de l'ONU dans le domaine du contrôle de la démobilisation et désarmement des deux armées. En tout cas, début octobre 92, l'armée de Savimbi était pratiquement intacte.

Autres lacunes

La période de transition entre les accords de Bicesse et la date des élections. L'UNITA, épaulée par les EUA, voulait une période de six mois, le MPLA, la Russie et l'Eglise catholique angolaise (50% de la population) voulaient au moins trois ans. On a trouvé un compromis de 16 mois.

Pas assez, principalement si l'on tient compte de la nécessité de laisser se cicatriser les blessures provoquées par la guerre et la subséquente pacification des esprits.

Une période plus longue aurait aussi permis à l'UNITA de fréquenter la société angolaise que, après 16 ans de brousse, elle ne connaissait pas.

Situation actuelle

En reprenant les armes, l'UNITA a nettement surpris le gouvernement qui n'avait pas, début novembre 92, une armée prête à répondre aux hommes de Savimbi qui, actuellement, contrôlent 70% du territoire et essayent d'étrangler la capitale de l'Angola Luanda.

Le gouvernement contrôle encore, à part la capitale, l'enclave de Cabinda - donc les revenus du pétrole - et les villes côtières, mais il a perdu les centres diamantifères et entre autres la deuxième ville du pays Huambo.

Par contre, l'UNITA est de plus en plus isolée, et le fait que les EUA aient reconnu le gouvernement de Dos Santos et ouvert une ambassade à Luanda, fut un coup extrêmement rude.



Le futur

On peut envisager quatre scénarios :

- I. Savimbi gagne la guerre. Probablement, cette possibilité s'éloigne-t-elle, car il aurait dû gagner la guerre dans les trois premiers mois après la reprise des armes. L'armée gouvernementale est en train de se réarmer lentement, très lentement, mais sûrement. Elle aura l'appui de plusieurs pays occidentaux.
Par contre, l'UNITA toujours plus isolée, aura beaucoup de peine à se ravitailler en armes, matériel et vivres; en outre, la prise de Huambo, la bataille de Kuito qui n'est pas terminée, auront coûté et coûtent terriblement cher à l'armée de Savimbi.
- II. Le gouvernement reprend le contrôle du pays. Possible s'il arrive à former une vraie armée, mais la campagne pourra durer un à deux ans et saigner à blanc le pays qui est déjà à bout de souffle.
- III. La voie de la négociation. Pour arriver à une négociation sérieuse, il faudra que l'armée gouvernementale arrive à remporter au moins une victoire militaire importante. Reste à savoir si même à ce moment-là, Savimbi sera prêt à négocier.
- IV. L'effondrement du gouvernement du MPLA. Pas à exclure, à Luanda on ressent une vraie fatigue; le gouvernement, par moments, donne l'impression d'être faible, indécis et espère que, comme en 1975, une puissance étrangère (à l'époque les cubains) viendra à leur aide. Espoir qui ne restera qu'au stade de l'utopie, car on ne voit vraiment pas en ce moment quel pays serait prêt à envoyer des soldats combattre en Angola.

C o n c l u s i o n

La solution du problème angolais sera très importante pour le futur de l'Afrique australe, notamment le Mozambique, mais aussi pour le mouvement démocratique de toute l'Afrique.

Sans vouloir discréditer à tout prix l'UNITA de J. Savimbi, il faut convenir que malheureusement ce mouvement a fait énormément de mal à tout élan démocratique de son pays. Les élections ont été libres dans leur ensemble et le refus d'en accepter le résultat a mis cette organisation hors-la-loi, l'a isolée complètement ou presque du reste du monde et a en même temps conféré une légitimité inopinée au MPLA, parti avec un passé communiste qui ne s'est que timidement recyclé dans la démocratie, en gardant encore beaucoup de ses structures marxistes.



* Aujourd'hui encore, tout vrai pouvoir se trouve dans les mains de son président J. Dos Santos, qui a fait des concessions pour la forme - élection d'une Assemblée nationale, nomination d'un Premier ministre -, mais de facto règne à Luanda (et qui contrôle Luanda, contrôle l'Angola) comme un monarque absolu.

En outre, la corruption a pris, à Luanda, des allures indécentes: L'année passée, le gouvernement a importé pour env. 500 Mio d'USD de voitures neuves qu'il a ensuite revendues à des prix dérisoires à ses "clients" (cadres supérieurs, militaires, députés ou membres actifs du MPLA) et 200 Mio d'USD de bière. Cela ne l'a pas gêné de demander il y a deux mois à Genève une aide d'urgence pour sa population à la communauté mondiale.

Ironiquement, c'est la peur de l'UNITA et de Savimbi qui évite tout coup d'état, toute émeute, tout mouvement rénovateur de la part d'une population qui, dans sa grande partie, ne possède qu'une richesse : sa - mais quelle - vie.

On ne peut que souhaiter à ce peuple, très attachant et très accueillant, que la guerre termine le plus tôt possible. Dans une Angola en paix et démocratique, probablement ni le MPLA, ni l'UNITA n'auront un avenir.

Le Chargé d'affaires de Suisse a.i.


G. Mondada



A n n e x e

au rapport de fin de mission

Relations Angola - Suisse

Les relations entre les deux Etats peuvent être qualifiées comme bonnes. Certains malentendus du passé ont été dissipés.

Cette ambassade peut le ressentir dans de petits détails : Il y a quatre ans, notre ambassadeur accrédité à Addis Abeba devait attendre 3/4 ans pour pouvoir présenter ses lettres de créances, aujourd'hui on est arrivé à un an et dans le futur, j'en suis persuadé, ce ne sera qu'une question de mois.

A mon arrivée, pour être reçu par un haut fonctionnaire au MRE (Directeur), il fallait faire une note et attendre deux à trois semaines, aujourd'hui il suffit d'un petit coup de téléphone et on est reçu le même jour.

Durant ma visite pour prendre congé du MRE, le Directeur des Pays occidentaux m'a confié combien il était content que, finalement, les hommes de la Présidence aient compris que la Suisse n'était pas complètement dévouée à la cause de l'UNITA. L'envoi de dix observateurs suisses dans le cadre de l'ONU durant les élections de septembre 92 a été beaucoup apprécié par les autorités locales. - Soit dit en passant, jamais on ne m'a interpellé au sujet des observateurs suisses de l'UNITA qui avaient à leur tête le prof. Rieben et qui furent un des seuls groupes à accuser de fraude le gouvernement local -.

De même, plusieurs discussions informelles que cette Ambassade a eues avec des dirigeants angolais, ont permis de leur faire comprendre que le fait que Jonas Savimbi ait étudié à Lausanne n'implique pas que la Suisse soit irrémédiablement tombée sous le charme du président de l'UNITA.

Colonie suisse

Actuellement, elle se compose d'environ 100 personnes, la majorité oeuvrent dans des NGO. Le CICR continue à jouir d'un grand respect en Angola, et avec beaucoup d'habileté continue à avoir la porte ouverte dans les deux camps.

L'hôpital de Kalukembe dans le centre-sud du pays reste une institution suisse qui a beaucoup de rayonnement, avec trois médecins suisses et une dizaine d'infirmiers aussi venus de notre pays. A eux tous, ils arrivent à faire environ 3000 interventions chirurgicales et 200'000 consultations médicales.



L'hôpital a la renommée d'être le meilleur du pays. Actuellement, il se trouve sous contrôle de l'UNITA. Le MRE vient de m'informer que nos concitoyens ne doivent rien craindre ni de la part du gouvernement, ni de ses troupes. Pour sa part, Savimbi - selon des informations reçues par des canaux inofficiels, a bien expliqué à ses hommes de traiter le personnel suisse avec le plus grand respect.

Economie

Dans une économie planifiée et dite libre à partir de 1990, mais fondamentalement encore ancrée dans le passé, la Suisse, surtout jusqu'à fin 1991, ne s'est pas trop mal défendue. En Afrique noire jusqu'à fin 1991, l'Angola se trouvait en deuxième place après le Nigeria et sur le même niveau que le Zimbabwe et devant le Kenya pour ce qui concerne le volume des exportations de la Suisse.

En 1992/93, les chiffres ont plongé, cela dû surtout aux priorités imposées par le gouvernement angolais principalement en période électorale : on a ouvert les vannes pour l'importation de voitures - en faveur de la nomenclature du MPLA - et de bière pour le peuple.

Les prochains 18/24 mois seront durs, cela dû à la guerre, mais autant les multinationales suisses que les petites maisons qui oeuvrent en Angola connaissent le labyrinthe de l'administration angolaise et souvent y prospèrent.

On reste un petit peu pantois si l'on songe que plusieurs hommes d'affaires suisses misent sur l'UNITA de Savimbi - je pense surtout aux personnes qui se sont ou voulaient se déplacer avec le Prof. Rieben (Fondation J. Monnet) à Luanda durant les élections.

On devrait leur poser la question si vraiment ils pensent pouvoir faire confiance dans le domaine économique à une organisation (UNITA) qui, durant 17 ans d'existence dans son "UNITALAND", a supprimé toute monnaie.

Faire des affaires avec le gouvernement MPLA nécessite certainement beaucoup de patience, détermination et imagination, mais on traite avec plusieurs groupes, ministres, hommes d'affaires assez indépendants du pouvoir central du président.

Avec un président Savimbi, il est fort probable que tout devrait passer par ses mains ou celles de sa famille.

Aide humanitaire

L'aide humanitaire suisse en Angola n'est pas négligeable. Il faudra continuer à la canaliser à travers des NGO, spécifiquement CICR, Caritas, Hôpital de Kalukembe et essayer de collaborer étroitement avec Médecins sans Frontières, même si la branche Suisse n'est pas active en Angola (présentes: France, Belgique et Espagne). MSF fait un travail remarquable et comme le CICR, ils ne se sont pas mis sous "l'ombrelle" de l'ONU.

- 3 -



En ce qui concerne l'ONU à Luanda, je me borne à dire que son travail n'est pas des plus brillants. Dans le futur, il faudra très bien étudier leurs projets, avoir des garanties avant de leur donner de l'argent qui risque malheureusement d'être gaspillé.

Le Chargé d'affaires de Suisse a.i.

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "G. Mondada".

G. Mondada